

V. 224.03

marchandises originaires d'Union soviétique.

Association européenne de libre-échange (AELE)

1.2.14. *Visite à la Commission de M^{me} A. Gradin, ministre suédois du Commerce extérieur, le 4 avril.*

M^{me} Gradin a été reçue par M. F. Andriessen, vice-président de la Commission, auquel elle a transmis un message du conseil des ministres de l'AELE, appelant à entamer dans les meilleurs délais les négociations relatives à la création d'un espace économique européen, de manière à les achever avant la fin de l'année.

1.2.15. *Résolution du Parlement européen sur l'AELE.*

Adoption le 5 avril. Favorable à la création d'un espace économique européen, le Parlement réaffirme l'absolue nécessité de sauvegarder l'autonomie décisionnelle de la Communauté et énumère les principes que devrait respecter la future coopération entre la Communauté et l'AELE: poursuite par la Communauté de la mise en œuvre de son propre programme visant à l'intégration, définition des solutions appropriées dans le domaine de la coopération institutionnelle et juridique, procédure d'élaboration de positions communes respectant les compétences attribuées aux institutions respectives des deux parties, soumission à l'avis conforme du Parlement européen et des parlements des pays de l'AELE des solutions institutionnelles concernant les implications des décisions juridiques de la Communauté. Le Parlement exprime en outre le souhait d'être informé de manière exhaustive par la Commission et d'avoir la possibilité de s'exprimer sur l'orientation générale des négociations avant l'adoption du mandat par le Conseil.

Finlande

1.2.16. *Visite de M. M. Bangemann, vice-président de la Commission, les 5 et 6 avril.*

M. Bangemann a été reçu par M. Koivisto, président de la République, ainsi que divers membres du gouvernement finlandais, avec lesquels il s'est entretenu notamment de l'état actuel de la mise en œuvre du livre blanc sur l'achèvement du marché intérieur, des perspectives de l'union économique et monétaire et de la préparation de la conférence intergouvernementale, de l'impact de l'unification allemande ainsi que de l'ouverture des négociations sur l'espace économique européen.

Islande

1.2.17. *Visite à la Commission de M. Hermansson, Premier ministre, le 18 avril.*

Accompagné par L. Hannibalson, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, M. Hermansson a été reçu par le président J. Delors et plusieurs membres de la Commission. La pêche et l'accès aux ressources halieutiques, le transport aérien et l'usage industriel de l'énergie électrique ont été au centre de ses entretiens.

Relations avec les autres pays industrialisés

I

Renforcement de la coordination entre la Communauté et les États-Unis

1.2.18. *Réunions ministérielles bisannuelles.*

- **Référence:** réunion ministérielle à Bruxelles le 15 décembre 1989 — Bull. CE 12-1989

Première rencontre à Washington, les 23 et 24 avril. Dans la ligne de la déclaration conjointe sur le renforcement des relations entre la Communauté et les États-Unis

adoptée à l'issue de la réunion tenue à Bruxelles en décembre 1989, cette réunion, coprésidée par MM. J. Baker, secrétaire d'Etat, et J. Delors, président de la Commission, inaugurerait un nouveau cycle de rencontres bisannuelles au niveau ministériel. Y ont pris part, pour les États-Unis, M^{me} C. Hills, représentante spéciale pour les négociations commerciales, ainsi que MM. R. Mosbacher, secrétaire au Commerce, et C. Yeutter, secrétaire à l'Agriculture, et, pour la Commission, MM. F. Andriessen et F. M. Pandolfi, vice-présidents, M. R. Mac Sharry et M^{me} V. Papandreou, membres. Trois thèmes principaux ont été abordés :

- les développements en Europe centrale et orientale : révélatrices d'un renforcement du dialogue bilatéral entre la Communauté et les États-Unis, les conversations sur ce point ont permis de dégager une large convergence de vues à propos du rôle de coordination de la Commission au sein du groupe des 24, ainsi que de la nécessité d'approfondir les liens entre la Communauté et les pays concernés au fur et à mesure de leur progrès vers la démocratie et l'économie de marché;
- les négociations de l'Uruguay Round : d'accord pour souligner l'importance d'un bon aboutissement de ces négociations, les deux parties ont passé en revue leurs points d'accord et de désaccord et ont convenu de tenir une série de réunions bilatérales sur le volet agricole en vue de réduire les divergences existant en cette matière;
- les relations bilatérales : les participants ont exprimé leur satisfaction à propos de la multiplication des rencontres à haut niveau, y compris dans le domaine de la coopération politique, ainsi que de l'ouverture de nouvelles possibilités de coopération concrète dans plusieurs secteurs d'intérêt commun, tels la recherche et la technologie, les transports aériens, la politique de concurrence, la lutte contre la drogue et la formation professionnelle.

Cette réunion a en outre été l'occasion de nombreux entretiens entre les membres de la Commission présents et leurs homologues

américains, le président J. Delors, pour sa part, étant reçu par le président G. Bush.

II

États-Unis

1.2.19. *Rapport 1990 sur les barrières commerciales et pratiques déloyales américaines.*

Publication par la Commission, le 18 avril.
Le rapport montre que, bien que les États-Unis soient, en général, une économie relativement ouverte, ils maintiennent néanmoins un grand nombre de pratiques déloyales ou discriminatoires et de dispositions législatives qui entravent et faussent les échanges : une cinquantaine de barrières tarifaires et non tarifaires aux échanges sont ainsi énumérées. Le rapport signale en outre certains domaines de la législation commerciale américaine pouvant donner lieu à la mise en place de mesures unilatérales qu'il est indispensable de supprimer dans le cadre des négociations de l'Uruguay Round.

Document disponible en langue anglaise auprès de la direction générale Relations extérieures de la Commission des Communautés européennes, rue de la Loi 200, B-1090 Bruxelles.

Canada

1.2.20. *Visite à la Commission de M. D. Mazankowski, vice-Premier ministre et ministre de l'Agriculture, le 3 avril.*

M. Mazankowski a été reçu par M. R. Mac Sharry, membre de la Commission, avec lequel il a abordé les sujets suivants : volet agricole des négociations de l'Uruguay Round, à propos duquel les deux parties sont convenues d'intensifier leurs contacts en vue d'en assurer un aboutissement équilibré; évolution des politiques agricoles au Canada et dans la Communauté, M. Mac